

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité



Hérault

ARRETE MUNICIPAL N°2025/178

TRAVAUX DE GENIE CIVIL

Le Maire de COURNONTERRAL :

- VU les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3, du Code des Collectivités Territoriales, relatifs aux pouvoirs de police du Maire.
- VU le Code de la Route et notamment les articles R 411-3 et R 411-25, Article L 115-1 du code de la voirie routière
- VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 - 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents ;
- VU la demande de CIRCET France pour des travaux de génie civil au 9053 les Moulières.
- **Considérant** que pour assurer la sécurité des usagers, il y a lieu de neutraliser provisoirement le stationnement dans la voie publique suivante :

LES MOULIERES

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation est donnée à L'entreprise CIRCET France d'effectuer des travaux de génie civile au 9053 lieu-dit des Moulières du 08/05/2025 jusqu'au 11/05/2025 de 08h00 à 18h00. Un basculement de chaussée sera effectué pour la réalisation des travaux. La vitesse sera réduite à 30 km/h.

ARTICLE 2 : La responsabilité de L'entreprise CIRCET sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait de la conséquence de la présente réglementation.

ARTICLE 3 L'entreprise CIRCET restera responsable de tous les accidents ou dommages qui pourraient résulter de l'existence et de l'exploitation des conduites, des canalisations et des ouvrages.

ARTICLE 4 : Les demandeurs devront se conformer à toutes dispositions ou obligations réglementaires non prévues par le présent arrêté.

ARTICLE 5 : Les demandeurs ne pourront, sous peine de sanctions, occuper le domaine public ou privé défini ci-après, qu'en possession du présent arrêté, ainsi que de l'éventuelle autorisation rectificative d'occupation.

ARTICLE 6 : Les prescriptions au présent arrêté seront rappelées par la pose de barrières installées par les services techniques et des panneaux d'interdiction de stationner seront mis en place par l'entreprise CIRCET France avec affichage de l'arrêté.

ARTICLE 7 : Les demandeurs devront afficher en permanence, visible du domaine public, le présent arrêté et les éventuelles autres autorisations, qui devront pouvoir être produites à toutes réquisitions des Services de Police, de Gendarmerie et ceux de la Ville.

ARTICLE 8 : Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 9 : CIRCET France devra informer le service de la Police Municipale de toutes modifications pouvant survenir durant la présente autorisation.

ARTICLE 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 : A défaut de respect des conditions ci énoncées, la présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à tout moment.

ARTICLE 12 : Le Maire et les Agents de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 13 : Ampliation de cet arrêté sera transmise à :

Au chef de la Police Municipale
Au Service Technique
Au Chef de corps des Sapeurs-Pompiers
A CIRCET France

Fait à COURNONTERRAL,
LE 25/04/2025
LE MAIRE, William ARS



Ensemble le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère authentique de cet acte et atteste que le présent acte peut être l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il certifie également sous sa responsabilité la publication de Courronterral.

Le Maire

Arrêté n° 2025/178 le 25/04/2025